



SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux
Servie des Libéralités, Fondations d'utilité publique et Associations internationales sans but
lucratif
Boulevard de Waterloo, 115
1000 Bruxelles
Fax 02/542.70.97

**NOTICE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES
ASSOCIATIONS INTERNATIONALES SANS BUT LUCRATIF**

(mise à jour le 1^{er} juillet 2003)

**I. PROCEDURE A SUIVRE POUR LA CREATION D'UNE ASSOCIATION
INTERNATIONALE SANS BUT LUCRATIF.**

II. MODELE GENERAL DE STATUTS PROPOSE.

**III. LOI DU 27 JUIN 1921 SUR LES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF, LES
ASSOCIATIONS INTERNATIONALES SANS BUT LUCRATIF ET LES FONDATIONS
(ARTICLES 46 A 58).^a**

**IV. ARRETE ROYAL DU 26 JUIN 2003 RELATIF A LA COMPTABILITE SIMPLIFIEE DE
CERTAINES ... ASSOCIATIONS INTERNATIONALES SANS BUT LUCRATIF.(M.B.
11.07.2003, Ed.2, p.37651 - 37662).**

^a La loi du 25 octobre 1919 accordant la personnalité civile aux associations internationales poursuivant un but philanthropique, religieux, scientifique, artistique ou pédagogique modifiée par les lois des 6 décembre 1954 et 30 juin 2000 a été abrogée par la loi du 2 mai 2002 qui a inséré dans la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, un Titre III intitulé : « Des associations internationales sans but lucratif » (M.B. des 18 octobre 2002 et 11 décembre 2002). Conformément à l'arrêté royal du 2 avril 2003, la loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations est entrée en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2003, sauf en ce qui concerne les dispositions comptables. Un délai d'adaptation d'un an à compter du 1^{er} janvier 2004 est prévu pour les associations internationales ayant acquis la personnalité juridique avant le 1^{er} janvier 2004.



I. PROCEDURE A SUIVRE POUR LA CREATION D'UNE ASSOCIATION INTERNATIONALE SANS BUT LUCRATIF.

Il est conseillé de communiquer au préalable le projet de statuts à l'Administration qui examinera celui-ci et fera part aux futurs fondateurs ou à leur(s) conseiller(s) de ses remarques et observations en vue de mettre ce projet en concordance avec le Titre III de la loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations. S'ils le souhaitent, les membres fondateurs ou leur(s) conseil(s) peuvent également solliciter un rendez-vous afin d'y exposer leur projet.

Vous pouvez utilement contacter: V. SUETENS (02/542.75.65) ou, en son absence : K. WASTIAU (02/ 542.75.66).

Lorsque cette concordance est acquise, le texte définitif des statuts peut être établi et signé par tous les membres fondateurs. Ensuite, pour obtenir la reconnaissance de l'association internationale par arrêté royal, il faut envoyer à l'Administration les 5 documents suivants :

- 1) une requête, signée, adressée à Madame la Ministre de la Justice et demandant la reconnaissance de l'association internationale;
- 2) les statuts, en original, (dans une des trois langues nationales et dans une forme orthographique et grammaticale correcte) signés par tous les fondateurs clairement identifiés (minimum 3 membres fondateurs avec les noms, prénoms, domicile, date et lieu de naissance de chaque fondateur ou, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social);
- 3) une note explicative concernant les buts d'utilité internationale ainsi que les activités futures de l'association;
- 4) une liste des membres du conseil d'administration (avec leur nom, prénoms, date de naissance, domicile, ou, lorsqu'il s'agit de personnes morales, la dénomination sociale, la forme juridique et le siège social);
- 5) si possible, le texte des statuts sur une disquette (version Word) ou par e-mail.

Dès que toutes les pièces nécessaires lui seront parvenues, l'Administration soumettra le projet d'arrêté royal au contreseing de Madame la Ministre de la Justice et à la Signature royale.

Lorsque l'arrêté royal est intervenu, l'Administration se chargera, lorsque les dispositions nécessaires pour l'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises seront d'application, de faire inscrire l'association auprès de la Banque Carrefour des Entreprises et enverra deux expéditions certifiées conformes de l'arrêté royal à l'association internationale. Une des deux expéditions devra être jointe à la demande de publication aux Annexes du Moniteur belge.

Dès que l'association internationale a acquis la personnalité juridique, un dossier est tenu au Service public fédéral Justice.



Dans ce dossier, doivent être déposés, les documents suivants:

- les statuts et leurs modifications dûment approuvés;
- le texte coordonné des statuts suite à leur modification ;
- les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des fonctions des administrateurs et, le cas échéant, des personnes habilitées à représenter l'association internationale sans but lucratif ;
- les décisions actant la dissolution de l'association internationale et sa liquidation ;
- les comptes annuels de l'association internationale sans but lucratif.

Tout acte, document ou décision modifiant ou rectifiant l'un de ceux qui précèdent doivent également être déposés et, lorsqu'il s'agit de modifications aux statuts, être en outre approuvés par l'autorité compétente (selon la modification apportée, le Roi, ou la Ministre ou son (sa) délégué(e).

Les actes, documents et décisions tels qu'énumérés ci-dessus doivent, pour la plupart, être également publiés aux annexes du Moniteur belge.



II. MODELE GENERAL DE STATUTS PROPOSE

Article 1^{er}. Dénomination ^b

Il est constitué une association internationale sans but lucratif dénommée « ».

Cette association est régie par les dispositions du Titre III de la loi belge du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (articles 46 à 57).

Article 2. Adresse du siège social ^c

Le siège de l'association est établi à ...*(en Belgique)*..... *(adresse complète)*.

Le siège peut être transféré dans tout autre lieu en Belgique par décision de *(organe à désigner)*, à publier aux Annexes du Moniteur belge et à communiquer au Service public fédéral Justice dans le mois de la décision.

Article 3. Objet social

L'association poursuit le(s) but(s) non lucratif(s)d'utilité internationale suivant(s):

.....

L'(es) activité(s) que l'association se propose de mettre en œuvre pour atteindre son (ses) but(s) est (sont) la (les) suivante(s):

.....

Article 4. Membres

L'association est ouverte aux Belges et aux étrangers.

Elle se compose de

(personnes physiques et/ou personnes morales légalement constituées suivant les lois et usages de l'Etat dont elles relèvent ;

(Il est possible de prévoir différentes catégories de membres : effectifs, adhérents, membres d'honneur, etc.)

Article 5. Admission, démission, exclusion

1. L'admission des nouveaux membres est subordonnée aux conditions suivantes :

1°) membres effectifs

2°) membres adhérents.....

3°) membres d'honneur etc.

^b Tous les actes , factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association internationales sans but lucratif mentionnent sa dénomination précédée ou suivie immédiatement des mots « association internationale sans but lucratif », ou du sigle « AISBL », ainsi que l'adresse de son siège social.

^c Voir note b.



(déterminer également, pour chaque catégorie de membres, ceux qui disposent de voix délibérative ou de voix consultative, ainsi que leurs droits et obligations respectifs)

2. Les membres *(des diverses catégories)* sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant leur demande dans les conditions suivantes : ...

3. L'exclusion de membres de l'association peut être proposée par l'organe d'administration, après avoir entendu la défense de l'intéressé et est, s'il y a lieu, prononcée par l'organe général de direction à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. L'organe d'administration peut suspendre l'intéressé jusqu'à la décision de l'organe général de direction.

Le membre qui cesse, par décès ou autrement, de faire partie de l'association est sans droit sur le fonds social.

Article 6. Cotisations

Les membres paient une cotisation annuelle d'un montant maximum de ... EUR *(éventuellement différent selon la catégorie à laquelle ils appartiennent)*; fixée par l'organe général de direction sur proposition de l'organe d'administration.

Article 7. Organe général de direction (assemblée générale)

7.1. Attributions

L'organe général de direction possède la plénitude des pouvoirs permettant la réalisation des buts et activités de l'association.

Sont, notamment, réservés à sa compétence les points suivants :

- a) modification des statuts;
- b) nomination et révocation des administrateurs et, s'il y a lieu, des commissaires;
- c) approbation des budgets et comptes annuels;
- d) décharge aux administrateurs et, s'il y a lieu, aux commissaires;
- e) dissolution volontaire de l'association;
- f) exclusion d'un membre;
- g) autres compétences par exemple, adopter un règlement d'ordre intérieur.

7.2. Composition

L'organe général de direction se compose de tous les membres.

Seuls les membres effectifs ont le droit de vote. Chaque membre effectif dispose d'une seule voix *(sauf disposition contraire dans les statuts)*.



Les autres catégories de membres (par exemple, les membres adhérents et les membres d'honneur) peuvent y assister avec voix consultative.

7.3. Réunion et convocation

L'organe général de direction se réunit de plein droit sous la présidence de, tous les ans, (*fréquence usuelle*), au siège social ou à l'endroit indiqué sur la convocation.

Cette convocation est faite paret est envoyée par lettre, fax, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins huit jours (*délai minimum habituel*) avant la réunion de l'organe général de direction et contient l'ordre du jour.

Une réunion extraordinaire de l'organe général de direction pourra, en outre, être convoquée par dans les cas et conditions ci-après :

7.4. Prise de décisions

L'organe général de direction ne délibèrera valablement que si ...(quotité à fixer) des membres sont présents ou représentés.

Les membres effectifs pourront chacun se faire représenter à l'organe général de direction par un autre membre effectif porteur d'une procuration spéciale. Chaque membre effectif ne pourra cependant être porteur de plus d'une procuration (*c'est la règle habituelle mais plusieurs procurations par membre sont admises*).

Il ne peut être statué sur tout objet qui n'est pas porté à l'ordre du jour.

Sauf dans les cas exceptionnels prévus par les présents statuts, les résolutions sont prises à la simple majorité des membres effectifs présents ou représentés .

Elles sont portées à la connaissance de tous les membres dans les conditions suivantes (*qui sont à préciser*), par exemple :

Les résolutions de l'organe général de direction sont inscrites dans un registre signé par et conservé par qui le tiendra à la disposition des membres au siège de l'association.

Article 8. Modification des statuts et dissolution de l'association internationale

Sans préjudice des articles 50 §3, 55 et 56 de la loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, toute proposition ayant pour objet une modification aux statuts ou la dissolution de l'association doit émaner de l'organe d'administration ou d'au moins (*quotité à fixer*) des membres effectifs de l'association.

L'organe d'administration doit porter à la connaissance des membres de l'association au moins ... mois à l'avance (*à titre indicatif, le délai habituellement retenu pour des modifications statutaires*



est de trois mois), la date de la réunion de l'organe général de direction qui statuera sur ladite proposition ainsi que les modifications proposées.

L'organe général de direction ne peut valablement délibérer sur la proposition que si elle réunit les deux tiers (*quorum usuel pour des modifications statutaires*) des membres, ayant voix délibérative, présents ou représentés de l'association.

Aucune décision ne sera acquise si elle n'est votée à la majorité des quatre cinquièmes (*un autre quorum peut être aussi prévu*) des voix des membres présents ou représentés.

Toutefois, si l'organe général de direction ne réunit pas les deux tiers des membres effectifs de l'association, une nouvelle réunion sera convoquée qui statuera définitivement et valablement sur la proposition, à la même majorité des quatre cinquièmes des voix, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, au plus tôt, dans les quinze jours qui suivent la première réunion.

Les modifications aux statuts n'auront d'effet qu'après approbation par l'autorité compétente conformément à l'article 50 § 3 de la loi et qu'après publication aux Annexes du Moniteur belge conformément à l'article 51 § 3 de ladite loi.

L'organe général de direction fixera le mode de dissolution et de liquidation de l'association.

L'actif net éventuel après liquidation sera affecté à une personne morale sans but lucratif de droit privé poursuivant un objet social similaire ou, à défaut, à une fin désintéressée (*à déterminer*).

Article 9. Organe d'administration (Conseil d'administration)

9.1. Attributions

L'organe d'administration a tous les pouvoirs de gestion et d'administration, sous réserve des attributions de l'organe général de direction.

Il peut déléguer la gestion journalière à son président, et /ou à un ou plusieurs administrateur(s) ou à un ou plusieurs préposé(s) dont il fixera les pouvoirs.

9.2. Composition

L'association est administrée par un organe d'administration composé au minimum de 3 membres^d

Les administrateurs sont nommés par l'organe général de direction dans les conditions suivantes : (*durée du mandat, possibilité de le renouveler et dans quelle limite à préciser,*)

Leurs fonctions prendront fin par décès, démission, incapacité civile ou mise sous administration provisoire, révocation et expiration du mandat.

^d Il est logique que le nombre d'administrateurs soit toujours inférieur à celui des membres de l'association



Les administrateurs peuvent être révoqués par l'organe général de direction statuant à la majorité des deux tiers (*quorum habituellement retenu*) des membres effectifs présents ou représentés.

En cas de vacance en cours d'un mandat, l'organe de direction peut désigner provisoirement un remplaçant qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

L'organe d'administration élit en son sein un président, un secrétaire et un trésorier (*éventuellement un ou des vice-présidents, etc*).

Tous les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation de fonctions des administrateurs et établis conformément à la loi, sont communiqués au Service public fédéral Justice en vue d'être déposés au dossier et sont publiés, aux frais de l'association, dans les annexes du Moniteur belge.

9.3. Réunion et Convocation

L'organe d'administration se réunit, au moins une fois par an, les ..., ou bien sur convocation spéciale de

La convocation est transmise par lettre, fax, courrier électronique ou tout autre moyen de communication.

9.4. Prise de décisions

L'organe d'administration ne peut valablement délibérer que si (*quotité à fixer*) au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur qui ne peut cependant être porteur de plus d'une procuration (*c'est la règle habituelle mais plusieurs procurations par membre sont cependant admises*).

Les résolutions de l'organe d'administration sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

9.5. Registre des résolutions de l'organe d'administration.

Les résolutions sont inscrites dans un registre signé par..... et conservé par..... qui le tiendra à la disposition des membres de l'association au siège social de cette dernière.

Article 10. Représentation de l'association vis-à-vis des tiers et en Justice

Tous les actes qui engagent l'association sont, sauf procurations spéciales, signés par deux administrateurs ou par (*autres personnes à désigner*) ..., qui sont nommés par ...(organe à préciser) et qui n'auront pas à justifier envers les tiers des pouvoirs conférés à cette fin.

L'association internationale est valablement représentée en justice tant en demandant qu'en défendant par deux administrateurs (*ou autres personnes à désigner*), ou par son Président ou par un administrateur désigné à cet effet.

Les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation de fonctions des personnes habilitées à représenter l'association internationale sans but lucratif, établis conformément à la loi, sont communiqués au Service public fédéral Justice en vue d'être déposés au dossier et sont publiés, aux frais de l'association, dans les Annexes du Moniteur belge.



Article 11. Budgets et comptes

L'exercice social commence le ... et se clôture le

Conformément à l'article 53 de la loi, les comptes annuels de l'exercice social écoulés ainsi que le budget de l'exercice suivant sont établis par l'organe d'administration chaque année, et soumis à l'organe général de direction lors de sa plus prochaine réunion pour approbation.

Les comptes sont transmis, conformément à l'article 51 de la loi, au Service Public Fédéral Justice.

Article 12. Dispositions générales

Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts et notamment les publications à faire aux Annexes du Moniteur belge, sera réglé conformément aux dispositions du Titre III de la loi belge du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.



III. LOI DU 27 JUIN 1921 SUR LES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF, LES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES SANS BUT LUCRATIF ET LES FONDATIONS (EXTRAITS)

(...)

Titre III – Des associations internationales sans but lucratif

Art. 46.- La personnalité juridique peut être accordée, par le Roi, aux conditions et dans les limites de la présente loi, aux associations ouvertes aux Belges et aux étrangers, qui ont leur siège social en Belgique et qui poursuivent un but non lucratif d'utilité internationale, à condition que leur but ou leurs activités ne contreviennent pas à la loi ou à l'ordre public.

L'association internationale sans but lucratif est celle qui ne se livre pas à des opérations industrielles ou commerciales, et qui ne cherche pas à procurer à ses membres un gain matériel.

Art. 47- § 1^{er}. Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association internationale sans but lucratif à laquelle la personnalité juridique a été accordée doivent mentionner sa dénomination précédée ou suivie immédiatement des mots « association internationale sans but lucratif », ou du sigle « AISBL », ainsi que l'adresse de son siège social.

§ 2. Seules les associations internationales sans but lucratif créées valablement conformément aux dispositions du présent titre ou valablement créées sous l'empire de la loi du 25 octobre 1919 accordant la personnalité civile aux associations internationales poursuivant un but philanthropique, religieux, scientifique, artistique ou pédagogique, peuvent porter le nom d'« association internationale sans but lucratif ». En cas de non-respect de cette exigence par une entité dotée ou non de la personnalité juridique, tout intéressé peut introduire une demande en changement d'appellation auprès du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel ladite entité a son siège.

Art. 48. - Les statuts doivent mentionner :

- 1° la dénomination de l'association internationale sans but lucratif et l'adresse de son siège social;
- 2° la désignation précise du ou des buts en vue desquels l'association internationale sans but lucratif est constituée ainsi que les activités qu'elle se propose de mettre en œuvre pour atteindre ces buts;
- 3° les conditions et formalités d'admission et de sortie des membres et s'il y a lieu, des membres des diverses catégories;
- 4° les droits et les obligations des membres et, s'il y a lieu, des membres des diverses catégories;
- 5° les attributions, le mode de convocation et le mode de décision de l'organe général de direction de l'association internationale sans but lucratif ainsi que les conditions dans lesquelles ses résolutions sont portées à la connaissance des membres;
- 6° les attributions, le mode de convocation et le mode de décision de l'organe d'administration de l'association internationale sans but lucratif, le mode de nomination, de cessation des fonctions et de révocation des administrateurs, leur nombre minimum, la durée de leur mandat, l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer, ainsi que le mode de désignation des personnes qui ont le pouvoir d'engager l'association vis-à-vis des tiers et de la représenter dans les actes ainsi que dans les actions en justice;
- 7° les conditions de modification des statuts, de dissolution et de liquidation de l'association, et la destination du patrimoine de l'association internationale sans



but lucratif. En cas de dissolution, celui-ci doit être affecté à une fin désintéressée.

Ces statuts sont constatés dans un acte authentique ou sous seing privé. Dans ce dernier cas, nonobstant le prescrit de l'article 1325 du Code civil, deux originaux suffisent.

Art. 49. - L'association internationale sans but lucratif est responsable des fautes imputables à ses préposés ou aux organes par lesquels s'exerce sa volonté.

Les administrateurs et les délégués à la gestion journalière ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association internationale sans but lucratif. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et aux fautes commises dans leur gestion.

Les membres ne contractent en cette qualité aucune responsabilité relativement aux engagements de l'association internationale sans but lucratif.

Art. 50. - § 1^{er} Les statuts sont communiqués au ministre qui a la Justice dans ses compétences avec la demande d'octroi de la personnalité juridique et d'approbation des statuts.

La personnalité juridique est acquise à l'association internationale sans but lucratif à la date de l'arrêté royal de reconnaissance.

§ 2. Il pourra cependant être pris des engagements au nom de l'association internationale sans but lucratif avant l'acquisition par celle-ci de la personnalité juridique. Sauf convention contraire, ceux qui prennent de tels engagements, à quelque titre que ce soit, en sont personnellement et solidairement responsables, sauf si l'association internationale sans but lucratif a acquis la personnalité juridique dans les deux ans de la naissance de l'engagement et qu'elle a en outre repris cet engagement dans les six mois de l'acquisition de la personnalité juridique. Les engagements repris par l'association internationale sans but lucratif sont réputés avoir été contractés par elle dès leur origine.

§ 3. Toute modification des mentions reprises à l'article 48, alinéa premier, 2^o, doit être approuvée par le Roi. Les autres modifications apportées aux statuts doivent être communiquées au ministre qui a la Justice dans ses compétences ou à son délégué et acceptées par l'un d'eux, aux conditions et dans les limites de la présente loi.

Art. 51. - § 1^{er} . Il est tenu au ministère de la Justice un dossier pour chaque association internationale sans but lucratif visée aux articles 46 et 58.

§ 2. Sont déposés au dossier :

- les statuts et leurs modifications;
- le texte coordonné des statuts suite à leur modification;
- les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des fonctions des administrateurs et, le cas échéant, des personnes habilitées à représenter l'association internationale sans but lucratif; ces actes comportent les nom, prénoms et domicile ou, lorsqu'il s'agit de personnes morales, la dénomination sociale, la forme juridique et le siège social, et mentionnent l'étendue des pouvoirs de ces personnes ainsi que la manière de les exercer;
- les décisions actant la dissolution de l'association internationale sans but lucratif et sa liquidation;
- les comptes annuels de l'association internationale sans but lucratif établis conformément à l'article 53.

§ 3. Sont publiés, aux frais des intéressés, dans les annexes du Moniteur belge :

- les statuts et leurs modifications;



- les actes relatifs à la nomination, à la révocation et à la cessation des fonctions des administrateurs et le cas échéant des personnes habilitées à représenter l'association internationale sans but lucratif;
- les décisions relatives à la dissolution de l'association internationale sans but lucratif et à sa liquidation.

§ 4. Le Roi détermine les conditions et modalités de constitution et d'accès au dossier.

§ 5. Les actes, documents et décisions dont le dépôt est prescrit par le présent titre ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur dépôt ou, lorsque la publication en est également prescrite par le présent titre, à partir du jour de leur publication aux annexes du Moniteur belge, sauf si l'association internationale sans but lucratif prouve que ces tiers en avaient antérieurement connaissance.

Les tiers peuvent néanmoins se prévaloir des actes, documents et décisions dont le dépôt ou la publication n'ont pas été effectués.

En cas de discordance entre le texte déposé et celui qui est publié aux annexes du Moniteur belge, ce dernier n'est pas opposable aux tiers. Ceux-ci peuvent néanmoins s'en prévaloir, à moins que l'association internationale sans but lucratif ne prouve qu'ils ont eu connaissance du texte déposé.

Art. 52. - Toute action intentée par une association internationale sans but lucratif n'ayant pas respecté les formalités prévues à l'article 51 est suspendue. Le juge fixe un délai endéans lequel l'association internationale sans but lucratif doit satisfaire à ses obligations. Si l'association internationale sans but lucratif ne satisfait pas à ses obligations dans ce délai, l'action est irrecevable.

Art. 53. - § 1^{er}. Chaque année, l'organe d'administration établit les comptes annuels de l'exercice social écoulé conformément au présent article, ainsi que le budget de l'exercice suivant. L'organe général de direction approuve les comptes annuels et le budget lors de sa plus prochaine réunion.

§ 2. Les associations internationales sans but lucratif tiennent une comptabilité simplifiée portant au minimum sur les mouvements des disponibilités en espèces et en comptes selon un modèle établi par le Roi.

§ 3. Toutefois, les associations internationales sans but lucratif tiennent leur comptabilité et établissent leurs comptes annuels conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises lorsqu'elles atteignent à la clôture de l'exercice, les chiffres ci-dessous fixés pour au moins deux des trois seuils suivants :

1° 5 travailleurs en moyenne annuelle exprimés en équivalents temps plein, inscrits au registre du personnel tenu conformément à l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux;

2° 250 000 EUR pour le total des recettes autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée;

3° 1 000 000 EUR pour le total du bilan.

Le Roi adapte les obligations qui résultent, pour ces associations internationales sans but lucratif, des dispositions de la loi précitée du 17 juillet 1975, à ce que



requièrent la nature particulière de leurs activités et leur statut légal. Les montants susmentionnés peuvent être adaptés par le Roi à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

§ 4. Les §§ 2 et 3 ne sont pas applicables aux associations internationales sans but lucratif soumises, en raison de la nature des activités qu'elles exercent à titre principal, à des règles particulières relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels, pour autant qu'elles soient au moins équivalentes à celles prévues en vertu de la présente loi.

§ 5. Les associations internationales sans but lucratif sont tenues de confier à un ou plusieurs commissaires le contrôle de leur situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels lorsque le nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle, dépasse 100 exprimés en équivalents temps plein ou lorsque l'association internationale sans but lucratif dépasse les chiffres ci-dessous fixés pour au moins deux des trois critères suivants :

1° 50 travailleurs, en moyenne annuelle, exprimés en équivalents temps plein inscrits au registre du personnel tenu en vertu de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux;

2° 6 250 000 EUR pour le total des recettes, autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée;

3° 3 125 000 EUR pour le total du bilan.

Les commissaires sont nommés par l'organe d'administration parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les montants susmentionnés peuvent être adaptés par le Roi à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Art. 54. - À l'exception des dons manuels, toute libéralité entre vifs ou testamentaire au profit d'une association internationale sans but lucratif doit être autorisée par le Roi. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation des libéralités dont la valeur n'excède pas 100 000 EUR.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est adapté au premier janvier de chaque année à l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre de l'année précédente.

L'indice de départ est celui du mois d'octobre 2001.

L'adaptation du montant est effectuée conformément à la formule suivante : le nouveau montant est égal au montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat est arrondi à la dizaine supérieure.

Le montant adapté est publié au Moniteur belge au plus tard le 15 décembre de chaque année.

L'autorisation ne peut en aucun cas être accordée si l'association internationale sans but lucratif ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 51.

Art. 55. - La dissolution peut être prononcée, à la requête du ministère public ou de tout intéressé, dans les cas suivants :

1° emploi des capitaux ou des revenus de l'association internationale sans but lucratif à un but autre que ceux en vue desquels elle a été constituée;

2° insolvabilité;

3° absence d'administration;

4° contravention grave aux statuts, ou contravention à la loi ou à l'ordre public.



Art. 56. - Sauf disposition contraire des statuts ou de l'organe statutairement désigné à cet effet, le tribunal de première instance, sur requête motivée du ministère public ou de tout intéressé, nomme les liquidateurs, dont l'action est régie par les articles 19 et 19 bis.

Art. 57. - Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant d'une association internationale sans but lucratif ayant fait l'objet d'une décision de dissolution doivent mentionner la dénomination de l'association précédée ou suivie immédiatement des mots « association internationale sans but lucratif en liquidation ».

Toute personne qui intervient pour une association internationale sans but lucratif en liquidation dans un acte visé à l'alinéa 1^{er} où cette mention ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris par l'association internationale sans but lucratif.

Art. 58. - Les associations internationales poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale, valablement constituées à l'étranger conformément à la loi de l'État dont elles relèvent, peuvent ouvrir en Belgique un siège d'opération. Un siège d'opération est un établissement durable sans personnalité juridique distincte dont les activités sont conformes au but social de l'association internationale poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale. Ces associations internationales poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale sont tenues de se conformer à l'article 51. »

(...)



IV. ARRETE ROYAL DU 26 JUIN 2003 RELATIF A LA COMPTABILITE SIMPLIFIEE DE CERTAINES ... ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF.(MB 11.07.2003, Ed.2, p.37651 - 37662)

LIVRE 1er. - REGLES RELATIVES A LA COMPTABILITE SIMPLIFIEE VISEE, POUR LES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF, A L'ARTICLE 17, § 2, DE LA LOI

TITRE 1er. - Principes généraux relatifs à la tenue de la comptabilité

CHAPITRE 1er. - De la comptabilité

Section Ire. - Règles générales

Article 1er. La comptabilité doit être appropriée à la nature et à l'étendue des activités de l'association.

Art. 2. Les opérations se traduisant par des mouvements de disponibilités en espèces ou en comptes sont inscrites sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de date, dans un livre comptable unique établi selon le modèle minimum figurant en annexe A au présent arrêté.

Section II. - Du livre comptable

Art. 3. § 1er. Le livre mentionné à l'article 2 est coté. Il est identifié par la dénomination de l'association.

§ 2. Il est signé avant sa première utilisation et ensuite chaque année par la/les personne(s) qui représente(nt) l'association à l'égard des tiers.

§ 3. Il est tenu par ordre de dates, sans blanc, ni lacunes, de manière à garantir sa continuité matérielle ainsi que la régularité et l'irréversibilité des écritures. En cas de rectification, l'écriture primitive doit rester visible.

§ 4. Le livre doit être conservé en original pendant dix ans à partir du premier janvier de l'année qui suit sa clôture.

Section III. - Des pièces justificatives

Art. 4. Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative datée et porte un indice de référence à celle-ci.

Les pièces justificatives doivent être conservées, en original ou en copie, durant dix ans et être classées méthodiquement. Ce délai est réduit à trois ans pour les pièces qui ne sont pas appelées à faire preuve à l'égard des tiers.

CHAPITRE II. - De l'inventaire

Art. 5. Une fois l'an au moins, il est procédé, avec prudence, sincérité et bonne foi aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir à la date choisie un inventaire complet des avoirs, droits, dettes et



engagements de toute nature de l'association.

Art. 6. Le conseil d'administration de l'association détermine les règles qui, compte tenu des caractéristiques propres à l'association, président aux évaluations dans l'inventaire. Ces règles sont résumées dans l'annexe. Ce résumé doit être suffisamment précis pour permettre d'apprécier les méthodes d'évaluation adoptées.

Art. 7. Les règles d'évaluation visées à l'article 6 et leur application doivent être identiques d'un exercice à l'autre.

Toutefois, elles sont adaptées au cas où elles ne permettent plus de procéder, avec prudence, sincérité et bonne foi, aux opérations visées à l'article 5.

Ces adaptations sont mentionnées et justifiées dans l'annexe. L'estimation de l'influence de ces adaptations est indiquée dans l'annexe relative aux comptes de l'exercice au cours duquel cette adaptation est introduite pour la première fois.

Art. 8. Les évaluations doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi.

TITRE II. - Des comptes annuels

CHAPITRE Ier. - Principes généraux

Art. 9. Les comptes annuels visés aux articles 17, § 1er, et 26novies, § 1er, 5°, de la loi comprennent l'état des recettes et des dépenses ainsi que l'annexe. Ces documents forment un tout. Les comptes annuels sont libellés en euro, sans décimales.

Art. 10. Les comptes annuels sont établis en conformité avec les dispositions du présent titre.

Art. 11. Les comptes annuels sont établis avec prudence, sincérité, bonne foi et clarté.

Si l'application des dispositions du présent titre ne suffit pas pour satisfaire à ce prescrit, des informations complémentaires doivent être fournies dans l'annexe.

CHAPITRE II. - De l'état des recettes et dépenses

Art. 12. L'état des recettes et dépenses résulte directement du livre visé à l'article 2.

Il doit indiquer systématiquement, pour l'exercice clôturé, la nature et le montant des recettes et des dépenses de l'association.

Toute compensation entre des recettes et des dépenses est interdite.

L'état des recettes et dépenses doit être établi conformément au schéma minimum figurant en annexe B au présent arrêté.

CHAPITRE III. - De l'annexe

Art. 13. L'annexe comporte les informations prescrites aux articles 6, 7, 11 et 14 ainsi qu'un état du patrimoine de l'association. Elle doit être établie conformément au schéma minimum figurant en annexe C au présent arrêté.



Art. 14. L'état du patrimoine résulte directement de l'inventaire visé à l'article 5.

Il doit indiquer systématiquement, à la date de clôture de l'exercice, la nature et le montant de l'ensemble des avoirs et des dettes de l'association. Les immeubles, les machines, le mobilier et le matériel roulant qui n'appartiennent pas en pleine propriété à l'association ne doivent toutefois être repris dans l'état du patrimoine que s'ils sont significatifs. Lorsque le conseil d'administration estime que certains de ces avoirs ne revêtent pas un caractère significatif, il s'en justifie dans l'annexe. Les avoirs difficilement évaluable sont indiqués pour mémoire dans l'état du patrimoine et font l'objet de mentions appropriées dans l'annexe.

L'état du patrimoine doit en outre mentionner les droits et les engagements qui sont susceptibles d'avoir une influence importante sur la situation financière de l'association. Lorsque ces droits et engagements ne sont pas susceptibles d'être quantifiés, ils font exclusivement l'objet de mentions appropriées dans l'annexe.

LIVRE II. - FACULTE DE SE SOUMETTRE AUX OBLIGATIONS COMPTABLES IMPOSEES AUX ASSOCIATIONS VISEES A L'ARTICLE 17, § 3, DE LA LOI

Art. 15. Une association qui ne répond pas aux critères de l'article 17, § 3 de la loi et qui peut dès lors tenir sa comptabilité et établir ses comptes annuels conformément aux dispositions du présent arrêté peut néanmoins décider de se soumettre volontairement aux obligations résultant, pour les associations sans but lucratif visées à l'article 17, § 3, de la loi, des dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises telles qu'adaptées par le Roi en vertu de l'article 17, § 3, alinéa 2, de la loi.

Dans ce cas, l'association applique l'intégralité des dispositions applicables auxdites associations et établit et publie ses comptes annuels selon le même schéma, abrégé ou complet, pendant au moins trois exercices comptables successifs.

La décision est mentionnée et justifiée dans l'annexe aux comptes annuels et est accompagnée de l'indication de ses principales conséquences pour l'association.

Si ultérieurement l'association décide de tenir à nouveau sa comptabilité selon le modèle décrit au Livre Ier du présent arrêté, l'alinéa 3 s'applique.

LIVRE III. - REGLES RELATIVES A LA COMPTABILITE SIMPLIFIEE VISEE, EN CE QUI CONCERNE RESPECTIVEMENT LES FONDATIONS ET LES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES SANS BUT LUCRATIF, AUX ARTICLES 37, § 2, ET 53, § 2, DE LA LOI

Art. 16. Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux fondations et associations internationales sans but lucratif qui ne sont pas visées respectivement aux articles 37, § 3, et 53, § 3, de la loi.

LIVRE IV. - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur en même temps que les dispositions de la loi dont il assure l'exécution.

Art. 18. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.